



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 17 février 2015

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

OBJET : 2015 – 12 RENOUELEMENT URBAIN
 OPAH – RU 2009 – 2014
 SUBVENTIONS POUR LES PROPRIETAIRES OCCUPANTS
 VERSEMENT DES SUBVENTIONS MUNICIPALES
 ANNULATION DES SUBVENTIONS MUNICIPALES

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 10 février 2015, s'est réuni le mardi 17 février 2015 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Patricia ROBIN, Jonathan TURRILLO, Catherine BUTTY, Christophe MOREL, Valérie COPIN, Gilles RONDONI, Dominique BOURRET, Cyril DAUPHOUD, Nicole NUTINI, Jean-Marie BELVEDERE, Anne-Marie DUVAL, Pascal PELLEGRINO, Brigitte VIDAL, Jean-Paul CAMERANO, Philippe BONELLI, Muriel CHABERT, Claude MASCARELLI, Marguerite VIALE, Serge PERCHERON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-François LAPORTE, Alexandra ARDISSON, Chems SALLAH, Jocelyne BUSTAMENTE, Mahamadou SIRIBIE, Paul EUZIERE, Myriam LAZREUG, Mékia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Magali CONESA, Ludovic BROSSY, Frédérique CATTART, Damien VOARINO, Jean-Marc DEGIOANNI, Franck BARBEY, Corinne SANJUAN.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Alexandra ARDISSON (prend part aux délibérations N°01 à 14)

ABSENTS EXCUSES :

- Monsieur Philippe WESTRELIN
- Madame Valérie DAVID
- Monsieur Jean-Marc GARNIER
- Madame Aline BOURDAIRE
- Monsieur Philippe-Emmanuel DE FONTMICHEL
- Madame Mireille BANCEL

ABSENTS :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE :

/

PROCURATION :

- Monsieur Philippe WESTRELIN à Monsieur Jonathan TURRILLO
- Madame Valérie DAVID à Madame Marguerite VIALE
- Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Pascal PELLEGRINO
- Madame Aline BOURDAIRE à Madame Annie OGGERO MAIRE
- Madame Alexandra ARDISSON à Madame Muriel CHABERT
- Monsieur Philippe Emmanuel DE FONTMICHEL à Madame Myriam LAZREUG
- Madame Mireille BANCEL à Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

Chems SALLAH est élu secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 9 décembre 2014.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2014-49 du 24 avril 2014 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

/

Questions diverses :

/

DU 17 FEVRIER 2015

RENOUVELLEMENT URBAIN
OPAH – RU 2009 - 2014
SUBVENTION POUR LES PROPRIETAIRES OCCUPANTS
VERSEMENT DES SUBVENTIONS MUNICIPALES
ANNULATION DES SUBVENTIONS MUNICIPALES

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Demande de subventions pour réhabilitation des parties communes et privatives pour les propriétaires occupants
Versements des subventions municipales
Annulations des subventions municipales

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C
GRASSE DEVELOPPEMENT	DÉPENSES	2 500 € - 3 918 €

Monsieur le Maire expose,

Vu la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Renouvellement Urbain signée en date du 28 avril 2009,

Vu l'avenant N°1 à la convention signé le 31 mai 2013,

Vu les délibérations du Conseil Municipal de Grasse datées des 27 mars 2009, 03 février 2011 et 28 mars 2013 qui ont approuvé les modalités d'attribution et de versement des subventions de la ville de Grasse.

Considérant que cette aide spécifique aux propriétaires occupants est applicable depuis le 1^{er} juin 2013 et doit répondre aux conditions suivantes :

- conditions de ressources (en fonction du revenu fiscal de référence n-2) ;
- en contrepartie de l'engagement le propriétaire s'engage à occuper son logement à titre de résidence principale pendant une durée de 6 ans, à la suite de la réalisation des travaux ;
- Travaux lourds liés à un arrêté de péril ou d'insalubrité, de sortie d'indécence et d'insalubrité, d'économie d'énergie et pour l'autonomie de la personne.

Considérant que dans la limite des crédits annuellement réservés par la Ville, la subvention sera de :

- 5 % d'un montant plafonné de 20.000 € HT de travaux pour les propriétaires, dont les ressources ne dépassent pas le plafond. Montant minimum de travaux pris en compte 1.000 € HT;

Dans le cadre d'un rapport d'insalubrité ou d'un arrêté de péril, cette aide sera portée à :

- 10 % d'un montant plafonné de 50.000 € H.T. de travaux pour les propriétaires occupants ne dépassant pas le plafond de ressources pris en compte par l'ANAH.
- Une prime de 500 € complémentaire à celle de l'ANAH de 3.500 €, et à la subvention initiale, pour les travaux d'économie d'énergie qui améliorent d'au moins 25% la performance énergétique du logement.

Il est rappelé que les délais pour réaliser les travaux et demander le paiement des subventions sont de trois ans à partir de la date de la Délibération du Conseil Municipal allouant la subvention, conformément aux conditions de l'ANAH.

Réf dossier OPAH-RU-PO n°42

Nom du propriétaire :	Madame et Monsieur AïR Habiba
Adresse du logement subventionné :	18 traverse de la Placette 06 130 GRASSE
Nature des travaux :	Travaux d'Économie d'Énergie et de Sortie d'Insalubrité
Montant total des travaux :	42 010 € TTC
Montant des travaux subventionnés:	35 756 € HT
Montant total des aides allouées (primes et subventions, tous partenaires confondus) :	27 878 €
<u>Détail des subventions et primes</u>	
Subvention ANAH (50%)	17 878 €
Prime Aide de Solidarité Ecologique (ASE)	3 500 €
Subvention CAPG (20%, plafonné à 4.000€)	4 000 €
Subvention Ville de Grasse (10%, plafonné à 2.000€)	2 000€
Prime économie d'énergie – Ville de Grasse :	500 €

Les travaux sont contrôlés par l'Architecte des Bâtiments de France et le versement de la subvention définitive est assujéti à son accord et à l'avis des services de la Ville de Grasse, sur présentation des factures acquittées.

Le propriétaire s'engage à reverser à la ville de Grasse la totalité du montant de la subvention reçue en cas de mutation ou de modification qui pourrait être apportée aux conditions d'occupation du logement pendant la durée de l'engagement .

La convention OPAH RU Centre historique de Grasse est terminée depuis le 28 juillet 2014. Le dossier proposé à ce conseil a été déposé et subventionné dans le cadre de cette convention d'OPAH RU par l'ANAH en tenant compte des subventions versées par les autres partenaires de cette convention, la ville de Grasse et la communauté d'agglomération du Pays de Grasse. La délégation locale de l'ANAH ayant réceptionné le dossier complet en date du 29/06/2014, a octroyé une subvention lors de sa commission locale et notifié la demande agréé le 17/12/2014.

Par ailleurs, dans le but de régulariser les dossiers, il est convenu d'annuler purement et simplement les subventions suivantes :

– Travaux faits par les PO eux-mêmes :

- IMMEUBLE : **26 rue de l'Oratoire** – 06130 GRASSE
subvention : 1 166 € TTC
Propriétaire : Monsieur DA SILVA Acasio

– Décédé :

- IMMEUBLE : **30 place aux Aires** – 06130 GRASSE
subvention : 573 € TTC
Propriétaire : Monsieur ROLLES René

– Travaux faits non conformes :

- IMMEUBLE : **7 rue de la Poissonnerie** – 06130 GRASSE
Subvention parties communes : 173 € TTC
Subvention parties privatives : 86 € TTC
Propriétaire : Madame RIZZO Bénédicte

– Travaux non réalisés :

- **IMMEUBLE : 25 rue Amiral de Grasse/ 18 rue des Augustins – 06130 GRASSE**
Subvention : 1 920 € TTC
Propriétaire : Monsieur GUILLOUCHI

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ces dossiers dans sa séance du 28 janvier 2015,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à procéder aux versements des subventions pour le dossier cité ci-dessus, sur présentation des factures acquittées après contrôle par les services de la Ville de la conformité des travaux et avis de l'Architecte des Bâtiments de France;
- **DIRE** que les sommes précitées seront inscrites au budget communal;
- **PRENDRE** en compte l'annulation des sommes précitées pour les motifs précédemment exposés;
- **DIRE** que les subventions citées ci-dessus sont purement et simplement annulées au budget communal.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents ou représentés adopte.